

**THEME 3**  
**EVOLUTION DE LA DYNAMIQUE SOCIO ECONOMIQUE AUTOURS DU**  
**CORRIDOR**

**Equipe rédacteur:**

*Anicet RANAIVOARISON*

*Haja RANDRIANARISOA*

*Emilienne VONIARIMALALA*

***ABSTRACT***

Cette étude a été menée dans la région de Fianarantsoa à Madagascar. L'accent est mis sur la dynamique socio économique le long du corridor pendant les dix années d'intervention de l'USAID, dont l'objectif est d'améliorer le cadre de vie des populations riveraines du corridor forestier, entre le parc national de Ranomafana et Andringitra.

Les résultats ont montré que le développement du monde rural dépend en premier lieu de la maîtrise des facteurs de production.

Des impacts sont « visibles » à travers l'amélioration de la sécurité alimentaire, l'augmentation de la productivité en générale, la maîtrise des nouvelles techniques innovatrices et de la diversification des sources de revenu.

Néanmoins, les programmes USAID ont aussi des faiblesses qui sont récurrentes en tout ce qui concerne la limite financière du projet, le maintien de la performance, l'appui au Microfinance et à la commercialisation.

A la fin, l'article va essayer de nous illustrer le rôle essentiel joué par le développement économique et social dans la protection de la nature en général, plus particulièrement les ressources en eau et en terres qui sont, plus que jamais, considérées comme des ressources stratégiques à la production et l'emprise de l'aval de la production, pour le développement harmonieux des paysans.

**Mots-clés:** développement agricole, Microfinance, corridor forestier, Fianarantsoa, Madagascar.

## **1. INTRODUCTION**

Le présent article a pour objets d'aider les décideurs à affiner leurs connaissances de la zone du corridor forestier et à mieux connaître le dynamisme socio-économique autour des sites d'intervention de l'USAID et ses partenaires pendant les dix dernières années. Il va nous permettre de mieux identifier l'évolution dans le temps et dans l'espace les différentes approches, des alternatives développées et ses impacts ainsi que les acteurs présents dans la zone du corridor.

L'USAID a choisi ce corridor Ranomafana-Andringitra comme prioritaire car d'après les analyses spatiales, c'est dans cette région que la bande forestière est la plus menacée (*cf. : rapport final de LDI*). Elle a aussi ses caractéristiques socio – économique spécifiques :

- L'enclavement de la région a été particulièrement très marqué ;
- Peu de représentants du gouvernement et des acteurs du développement ont visité ces villages marginaux à l'économie régionale.
- C'est surtout dans ces zones que le corridor forestier est apparu nettement comme une réserve de sols fertiles donc très recherchée par les agriculteurs,
- La population est distinctement plus pauvre à cause de l'isolement des communautés rurales par rapport aux marchés régionaux et de la difficulté d'accès aux services sociales.

La présente revue nous montre en premier lieu la situation globale, puis solutions apportées par les Programmes de l'USAID comme alternatives au tavy, en suite l'évolution des résultats dans le temps et dans l'espace. La dernière partie sera pour les analyses et recommandations.

## **2. METHODOLOGIE**

Pour mener à bien notre étude, l'accent est mis d'abord sur l'évolution des systèmes de production depuis la première intervention de l'USAID jusqu' à nos jours et puis les impacts socio-économiques sur la population riveraine du corridor.

Les méthodes utilisées sont les études bibliographiques, les observations et échanges avec la population, les autorités locales notamment les maires et Ampanjaka et les bénéficiaires ou non du projet ainsi que l'exploitation des expériences de l'équipe technique pendant ces 10 années de terrain.

Il est bien à noter que durant les 3 premières années, l'USAID était le seul acteur à y intervenir. C'est la raison pour laquelle, nous allons développer à priori leurs résultats ; Mais progressivement les autres partenaires arrivent dont leurs rôles sont également pris en compte.

## **3. REPONSES DE L'USAID AU TAVY**

Les tableaux suivants vont montrer les principaux points qui contribuent à la réduction de la pression sur le corridor forestier Ranomafana – Andringitra. Il présente également les constats dans les zones d'intervention avant l'appui de l'USAID, les démarches pour mener les actions entreprises pour la réduction de la pauvreté et les alternatives au tavy pendant la décennie d'intervention de l'USAID.

### 3.1. LA PRODUCTION AGRICOLE

PERIODE	3.1.1 - Situation globale
<p><b>AVANT INTERVENTION USAID</b></p>	<p><b>1.1. Les Ressources naturelles :</b> Le corridor forestier était perçu par les communautés locales comme une source inépuisable de terres fertiles, ouverte à l’immigration des communautés rurales en manque de terre. La déforestation était surtout liée aux feux d’élevage extensif des zébus ou en rapport avec à l’extension des champs de cultures pérennes.</p> <p><b>1.2. La Structure d’encadrement :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Aucune structure paysanne fonctionnelle,</li> <li>-Mise en vigueur du désengagement de l’Etat à la production</li> <li>-Aucun intervenant dans les zones d’intervention où les paysans ne pratiquaient aucune technologie sur l’agriculture.</li> <li>-Manque de données économiques.</li> </ul> <p><b>1.3. L’Agriculture :</b></p> <p>A cette période, les gens considèrent que les augmentations de la production agricole étaient dues à l’extensification des terrains de cultures. Alors que la technique est basée sur la pratique de culture sur brûlis. C’est la raison pour laquelle que la productivité agricole était très bas et d’où une période de soudure longue : 9 mois sur 12. Aussi, les activités agricoles sont très limitées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- A l’Est du corridor : Les principales cultures sont le caféier, comme culture commerciale. Mais les paysans Tanala pratiquent aussi quelques cultures vivrières dominées par le manioc et le haricot. Le sol est difficilement exploitable, qu’elle que soit sa fertilité, à cause d’une topographie particulièrement accidentée.</li> <li>- A l’Ouest : En premier lieu figure le riz, aliment de base de la population; sa culture se pratique surtout en irrigation. Les légumineuses tiennent aussi une place importante aux Betsileo. Plus d’une grande partie de l’ouest corridor sont recouverte d’un sol rougeâtre.</li> </ul> <p><b>1.4. Le Moyens de production :</b> Mécanisation pratiquement inexistante, les paysans Tanala n’ont que de « coupe-coupe » et une boite d’allumette comme moyen de production. Outillage très limité des Betsileo, un ménage n’a que quelques angady et une sarceuse.</p>
	<p><b>3.1.2. Mesures d’atténuation des pressions sur le corridor</b></p>
<p><b>Landscape Development Intervention (LDI)</b></p>	<p><b>3.1.2.1. Mode d’intervention basé sur la vision écoregionale :</b> Elle a pour but de réduire la pression sur le corridor forestier en améliorant la sécurité alimentaire de la population riveraine et apportant des alternatives à la préservation de la biodiversité. A ce propos, des</p>

différents types d'actions ont été touchés simultanément dont :

- Revalorisation des anciens jachères ou « popoka » et des tanety ;
- La gestion de la fertilité du sol : Défense et Restauration du Sol ;
- Diversification des activités à savoir les cultures de rente, l'introduction des nouvelles espèces ou variétés beaucoup plus performantes et la promotion des cultures de contre saison et vivrières ;
- Promotion des activités qui pourraient en même temps générer de revenu pour les femmes et améliorer les régimes alimentaires de la population, notamment les cultures maraîchères, l'artisanat,...

L'approche axée sur l'intensification est à priori conforme aux principes de la gestion du terroir et la spécificité de chaque niche agro écologique dont le « Tanety » ou la zone la plus proche de la forêt la « case », c'est-à-dire la zone au tour de l'habitat le « Baiboho » qui est l'endroit en bas de la pente, sur le quel se dépose les alluvions et puis le « bas fond », zone pour les cultures irriguées.

**3.1. 2. 2. Les services aux agriculteurs** qui visent 4 types d'objectifs suivants:

- Accompagnement à la diversification et l'intensification des activités de production

- Ouverture des exploitations sur les marchés des produits agricoles

- Développement des stratégies de gestion durable des ressources naturelles

- Préparation de l'après projet (la pérennisation) à travers de la mise en place d'une structure d'encadrement relais capable de continuer le service d'encadrement du projet.

Le Programme a hérité du système de vulgarisation du Programme National Vulgarisation Agricole (PNVA), c'est-à-dire fondé sur la méthode de formation visite, accompagné par la mise en place des sites de démonstration ou des parcelles d'essai et de suivi - encadrement. Mais ce qui a marqué la différence, c'est la mise en place de deux techniciens par commune dont l'un s'occupe de la technique agricole et l'autre pour la partie socio organisationnelle.

Régulièrement, le Programme fait appel aux services des ONG et/ou étatiques pour des interventions particulières mais qui ont une liaison directe ou indirecte avec le développement, comme l'alphabétisation fonctionnelle, nouvelle technologie agricole. Mais progressivement, les autres partenaires techniques et financiers arrivent et interviennent aussi dans la zone.

Néanmoins, en parallèle et graduellement les Paysans Vulgarisateurs (PV) et Animateurs (PA) ont commencé à appliquer la nouvelle approche « Farmer to Farmer ».

**3.1.2.3. Moyen de production :** La mise en place des services de proximité comme centres d'approvisionnement des intrants Agricoles était priorisée. Ceci facilitait l'accès des paysans aux différents produits

	<p>à un prix subventionné, notamment les engrais, petits matériels agricoles, semences améliorées et des autres produits de marketing social en partenariat avec d'autres Organismes.</p> <p>-Introduction des nouveaux matériels et équipements Agricoles, accompagnement par des renforcements techniques appropriés tels que le dressage des boeufs de trait et technique de gestion.</p> <p>- Pour palier la contrainte financière, le Programme a facilité l'accès des paysans Koloharena aux outillages agricoles à travers le micro crédit.</p>
	<p><b>3.1.3. Complément des mesures d'atténuation des pressions sur le corridor</b></p>
<p><b>EcoRegional Initiatives (ERI)</b>  Une nouvelle classification de la zone d'intervention selon les contextes spécifiques des sites par rapport au corridor :</p>	<p><b>Le nouveau Programme a gardé la même mode d'intervention :</b>  L'agriculture intensive reste est toujours comme le système de production agricole à développer et qui est caractérisé par l'amélioration de l'usage des intrants, maîtrise d'autres facteurs de production tels que le sol et le moyen de production. Continuellement, le Programme garde l'orientation de chercher à augmenter la productivité afin d'améliorer d'abord la sécurité alimentaire, tant en quantité qu'en qualité, ensuite améliorer les conditions de vie (revenu) de la population cible.</p> <p>Pour réaliser ces objectifs, le Programme a gardé les mêmes principes de l'intensification et la diversification, mais l'intervention est plus spécifique suivant la situation économique de chaque région et par rapport à la pression au corridor. En effet, elle était divisée en trois, dont la zone 1 : celle qui est la plus proche de la forêt, économiquement pauvre ; Zone 2 : zone intermédiaire qui pourrait encore avoir de relation avec le corridor et la zone 3 : zone de commercialisation et de communication.</p> <p>Mais quelque soit la zone, les stratégies d'intensification des productions occupent une place prépondérante. Elle est soutenue par la bonne maîtrise des facteurs de production, ensuite, l'organisation des circuits de commercialisation, le micro-crédit, l'encadrement et la conception des moyens de conservation et de transformation des produits agricoles.</p> <p>Comme dans la phase précédente, le Programme a renforcé davantage les productions vivrières, végétales et animales, en particulier les petits élevages, ainsi que la production des cultures de commercialisation/ d'exportation. Il était de même pour la valorisation des fruits de travaux de recherche, par exemple les nouvelles variétés de patate douce, des pommes de terre ou de l'igname et surtout le service de ces chercheurs pour le renforcement de capacités techniques des bénéficiaires.</p> <p>Cependant, la nouvelle mise en valeur de l'approche « agriculture écologique » permet encore de soutenir la vision « éco-régionale » et la collaboration avec les partenaires techniques et financiers se multiplie dans plusieurs domaines. Les techniques appropriées se diffusent très vite dans toutes les zones encadrées ou non.</p>

	<p><b>3.1.3.1. Les services aux agriculteurs</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Extension du mouvement Koloharena dans d'autres villages et communes</li> <li>-Mise en place des diverses plates formes pour organiser les filières prioritaires et prometteuses.</li> <li>-Mise en vigueur de la stratégie de pérennisation des acquis par le transfert progressif des compétences aux Koloharena. Ceci est matérialisé par le contrat de service direct avec les Fédérations Koloharena (FKH) ou l'Antenne Régionale des Koloharena (ARKH) et le renforcement des Maisons Koloharena (MKH) fonctionnelles ainsi que l'amélioration de l'approche Farmer-to-farmer et Farmer Field School.</li> <li>-Parallèlement, l'encadrement technique du projet continue mais la présence physique sur le terrain diminue progressivement pour laisser la place à la structure relais.</li> </ul> <p><b>3.1.3.2. Moyen de production :</b> Continuation de la diffusion des petits matériels de production et de transformation, accompagné par des appuis technique et organisationnelle.</p>
--	--

Tous ces appuis techniques, et mesures d'accompagnement de la production agricole ont pour objectifs d'assurer la sécurité alimentaire, augmenter le rendement des produits agricoles et d'améliorer les revenus des ménages par la vente des surplus des productions et ou la qualité des produits

### 3.2. LA POST- PRODUCTION

La commercialisation des produits agricoles joue un rôle important pour encourager les producteurs d'augmenter le rendement agricole, de diversifier les revenus. Les programmes de l'USAID ont appuyé les producteurs dans cette démarche.

Période avant projet	<p>Ce sont les commerçants locaux qui assuraient les distributions des Intrants Agricoles et les collectes de produits locaux des producteurs. Ils jouaient également le rôle des usuriers locaux pour subvenir aux besoins des paysans</p> <p>Certaines communes d'intervention n'avaient même pas d'infrastructure de marché local.</p>
Période d'intervention de l' USAID / LDI	<p>Commercialisation des produits agricoles notamment le riz par la mise en place de fonds de commercialisation.</p> <p>Mise en relation des producteurs et Entreprises nationales pour l'achat des produits de miel, poisson, vétiver, alevins.</p> <p>Identification de marché local, régional, national pour les surplus de production de culture de contre saison</p> <p>Mise en place de Fonds de Commercialisation de Produits Agricoles pour les riziers à gérer par les Fédérations Koloharena</p>

Période des programmes USAID	<p>Mise en place des coopératives agricoles par la subvention des centres d'approvisionnement gérés par les Fédérations Koloharena et extension des activités des coopératives dans le commerce, collecte, stockage, transformation</p> <p>Implication des producteurs dans la convention pour la gestion de crédit entre EAM, ERI et les Fédérations Koloharena et participation des producteurs Confédération Nationale des Koloharena dans la convention pour la gestion de crédit Fonds d'Investissement pour les Entreprises Favorables à l'Environnement avec EAM, BCI et la Caisse d'Epargne de Madagascar.</p> <p>Ouverture des caisses TIAVO dans les zones de Est du corridor.</p> <p>Partenariat avec d'autres bailleurs pour lancer quelques nouvelles filières porteuses.</p> <p>Lancement de l'approche marketing territoriale avec d'autres programmes et mise en relation des producteurs et secteurs privés</p> <p>Ouverture des Business Center Ivoharena (BCI) à Fianar et Manakara</p> <p>Mise en relation des coopératives avec les sociétés privées et signature de contrat de vente des producteurs avec les Entreprises privées.</p> <p>Initiation du système de Commerce Equitable Solidaire auprès des Coopératives</p> <p>Transformation de paddy par usage de machine de décortiquerie dans quelques sites et par presse manuelle des graines de jatropha en huile et savons artisanaux.</p> <p>Contribution dans la mise en place des plates formes des filières comme la piscicole, apicole, artisanat,</p> <p>Initiation des producteurs au respect du norme et la qualité des produits d'exportation en Europe suivant la norme Europgap.</p>
------------------------------	---

### 3.3. LES INFRASTRUCTURES

Plusieurs facteurs contribuent au dynamisme socio-économique d'une région, à part la production agricole dont la technologie innovatrice, la commercialisation, transformation des produits, le transport, le marché, les constructions des réseaux hydro agricoles, pistes rurales, la mise en place des associations Koloharena, usagers de l'eau, usagers de la piste,

Periode	Situations socio-économiques	initiatives
Avant USAID en 1998	Accroissement démographique et taux d'immigration importants vers le corridor	
	Plusieurs zones étaient isolées et enclavées : isolement social, institutionnel, économique	

	La plupart des routes menant vers les communes autour du corridor étaient en mauvais état, ce qui perturbait à la fois la vente des produits agricoles sur les marchés et l'acquisition des intrants agricoles clés de la production	
	Les infrastructures hydro agricoles ne sont plus fonctionnelles	
	Seules les pistes piétonnières reliaient les zones de production au marché local ; Les moyens de transport étaient le dos d'homme, les pirogues (côté Est).	
	Le marché local n'existait pas encore dans plusieurs communes d'intervention. Manque de données économiques	
<b>Phase de l'USAID à travers LDI 1998 – 2004</b>	Renforcement des infrastructures créant un climat macro-économique favorable pour une bonne production et générateur de revenus autour du corridor	
		Mise en place des structures Koloharena au niveau communal ou intercommunal
	Levée de fonds pour la réhabilitation des infrastructures : fonds cycloniques, fonds FER (Fond d'Entretien Routier)	Construction des nouveaux barrages ainsi que des pistes rurales (fonds MGHC, fonds cycloniques, MITA)
		Appui à la réhabilitation du réseau ferroviaire de la FCE, du port de Manakara
		* Contribution à la réhabilitation de la piste Ambalavao-Sendrisoa-Namoly * Contribution à la réhabilitation de la piste Ifanadiana – Tolongoina-Ikongo
		Construction des locaux pour appuyer les Fédérations Koloharena dans la gestion des centres d'approvisionnement et le stockage de paddy par le Grenier Communautaire Villageois et Centre d'Approvisionnement.

<b>Phase de l'USAID à travers ERI 2004- 2008</b>	La fréquence des aléas climatiques (inondation, vents violents, cyclones.) ont provoqués la dégradation ou la destruction des infrastructures hydro agricole	
	Levé de fonds pour la réhabilitation des ouvrages hydro agricole	Renforcement de capacités techniques et de gestion des membres de l'AUE
		Mobilisation sociale pour trouver de financement afin de réparer les dégâts cycloniques (FID-CRS-ANGAP) ; Contribution remarquable des bénéficiaires aux travaux de réhabilitation
	Abandon par l'Etat de la mise en concession de la FCE	
	Infrastructure routière améliorée, mais les AUPs (Association des Usagers de la Piste) ne sont plus fonctionnelles	
		Etudes en électrification rurales dans certaines communes autour du Corridor
		Ecotourisme : valorisation de certains sites sacrés, des circuits, des belles chutes d'eau et autres dans plusieurs Fokontany

#### 4. RESULTATS ET ANALYSES

##### 4.1. LA PRODUCTION AGRICOLE

**Intrants agricoles :** Les efforts de produire localement des semences de qualité commencent à avoir ses fruits par l'existence des Groupements de Producteurs des Semences (GPS) fonctionnels en Haricot, paddy, en plantes à tubercule (patate, igname, pomme de terre) ou rhizome (gingembre), il y a aussi des plateformes de concertation des Producteurs Privés d'Alevins (PPA) et des Apiculteurs.

Pour avoir accès aux engrais chimiques et autres intrants agricoles, une étroite collaboration s'épanouisse entre les Coopératives Agricoles Koloharena (CKH) et les opérateurs. Cela a éprouvé une augmentation en terme de quantité la production et du nombre des bénéficiaires du service des coopératives Agricoles.

Actuellement, les paysans sont convaincus que le premier facteur de la production est la bonne maîtrise de la fertilité, ensuite l'utilisation des semences de qualité. La forte adoption des techniques de fabrication des engrais organiques et la quantité de NPK vendue au sein des coopératives en est la preuve (Cf : *Rapport ERI,2007*). Par contre, l'utilisation des nouveaux

matériels ou équipements agricoles était seulement appropriée par la couche sociale moyenne ou riche, mais beaucoup n'étaient pas en état de marche après 2 ou 3 campagnes, faute d'atelier de réparation.

En effet, les sources de revenu monétaire des ménages semblent jouer un rôle clé dans l'adoption des techniques innovatrices.

L'analyse spatiale de l'accessibilité et de l'utilisation des intrants nous a permis de dire que :

-Dans la zone 1, le projet de diffuser à grande échelle les intrants améliorés n'a pas pu aboutir à cause de son éloignement et l'accessibilité difficile. Pour en procurer, le cultivateur devrait se déplacer pendant des heures ce qui rend le coût unitaire d'acquisition plus élevés, d'où l'utilisation moins que significative d'engrais chimiques. Heureusement que la zone est très riche en biomasse pour la fabrication des engrais biologiques.

-Ce pendant, dans la zone 2 et 3, même si les intrants sont disponibles, par manque de pouvoir d'achat, les paysans sont obligés, soit de prioriser la spéculation à investir ou la terre à fertiliser, soit réduire la dose de l'engrais utilisé.

### **Productivité agricole :**

En ce qui concerne la production Agricole, on peut dire que partout où les projets ont travaillé et même dans les zones aux voisinages, par effet tâches d'huile, on y voit physiquement les traces de son passage à travers de l'appropriation des divers paquets techniques innovatrices, l'extension de ces nouvelles variétés introduites et en particulier le changement du paysage dans les différentes niches agro écologiques.

Ces changements se sont traduits en premier lieu par :

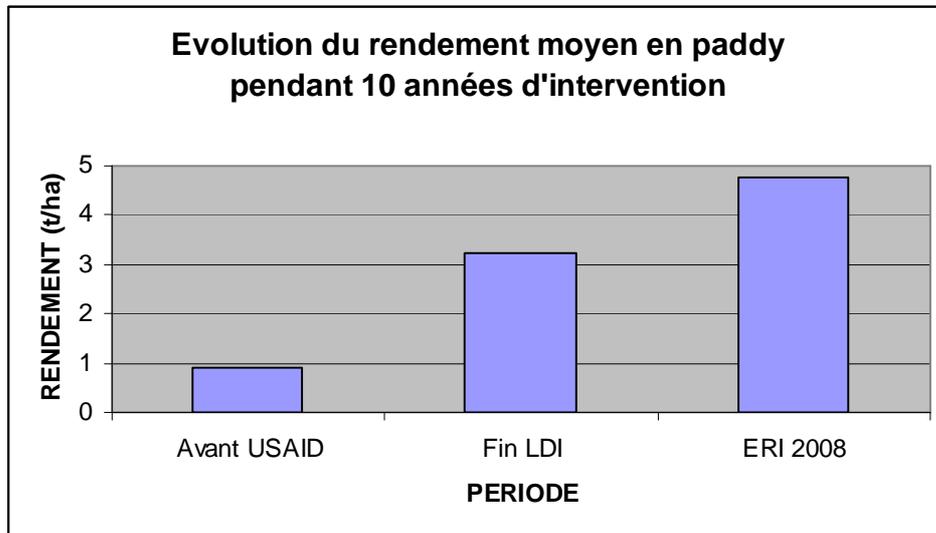
- l'augmentation de la productivité dans diverses spéculations : plantes à tubercule, cultures vivrières, cultures pérennes ;
- par la diversification des alternatives : saison et contre saison, agroforesterie, artisanats, petits élevages ;

et en second lieu par l'amélioration du revenu des ménages cf : graphique n.02).

Prenons le cas de l'Est corridor, entre l'année 2000 à 2007 le tonnage des paddy ou d'autres produits alimentaires transportés par le train est presque doublé (données de la FCE obtenues en juin 2008).

Le graphique ci-dessous nous montre l'évolution du rendement en paddy (t/ha) des organisations paysannes encadrées, et le revenu moyen annuel de ménage durant ces 10 années d'intervention le long du corridor .

*Graphique n. 01 : Evolution du rendement en paddy pendant les 10 années d'intervention de l'USAID*



Le graphique nous a montré l'augmentation significative du rendement en paddy, grâce aux encadrements techniques intensifs et à la maîtrise de quelques facteurs comme la gestion de l'eau, la fertilisation, l'utilisation de la bonne semence. Mais on ne peut pas négliger également l'accroissement du prix de riz qui a favorisé l'adoption et l'accroissement de la production. Selon les données de ROR en 2005 le rendement moyen au niveau national est au environ de 1.24 tonnes/ ha, à l'époque les Koloharena ont déjà parvenus le 2.5t/ha.

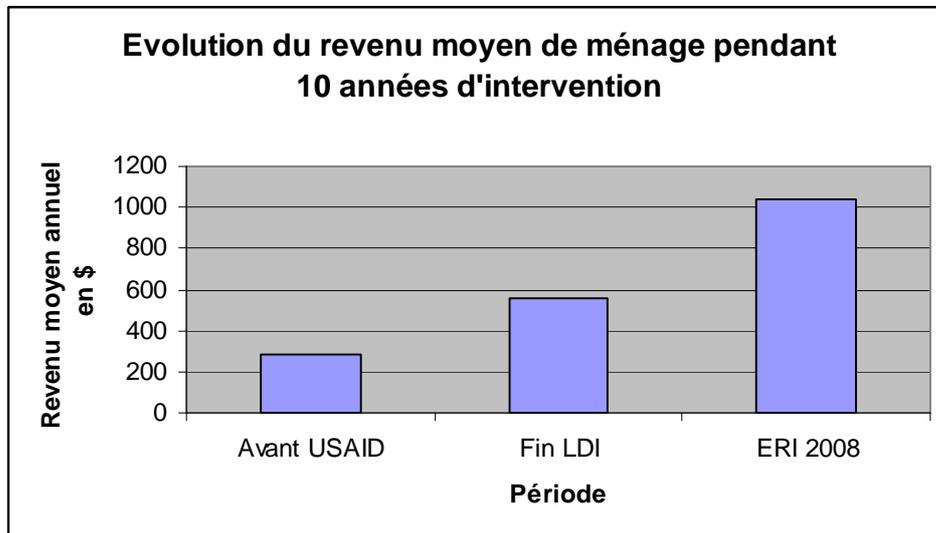
### **Sécurité alimentaire :**

L'impact palpable de ces résultats se trouve d'abord au niveau de la sécurité alimentaire de la population riveraine du corridor. La dernière enquête nous a montrée que la période de soudure est actuellement réduite à 4 mois sur 12, alors que au début elle se trouve à 8 mois. Par contre , cette période est encore longue si on fait sa comparaison avec celle de la Région de Amoron i Mania ou Atsinanana.

Nous avons constaté aussi une nette amélioration au niveau de la qualité nutritionnelle des aliments de base. Elle est montrée par la disponibilité et accessibilité des paysans aux différentes sources de protéine et vitamine comme le miel, la patate douce à chaire orange et les poissons. Tandis que, dans d'autres zones, la progression du changement de l'économie de subsistance vers le marché commence à se sentir, il est éclairé par l'amélioration du revenu des ménages (cf. : graphique ci-dessous) Mais malgré ces bons résultats, l'insécurité sociale, surtout à l'Ouest du corridor, affecte négativement la sécurité alimentaire dans le sens où les efforts d'intensification pourraient être anéantis par les voleurs ou d'un simple acte de jalousie.

En matière de développement Agricole, entre autres, la bonne gestion de tanety, les AGR au de l'habitat, la diversification des activités sur le baiboho et la pratique des cultures de contre saison sur la bas fond sont les effets marquant du passage de l'USAID dans ces régions Est et Ouest du corridor forestier. Mais grâce aux interventions des partenaires, quelques activités Agricoles commencent à retrouver aussi ses qualités telles que le café (avec Coffee Corridor and Species), l'apiculture (ONG Dodo), le haricot (Projet Sécurité Alimentaire), litche (CTHA).

*Graphique n. 02 : Evolution du revenu moyen annuel des ménages pendant les 10 années d'intervention de l'USAID (sources : rapport LDI et des consultants ERI sur la collectes des données socio économiques des Koloharena)*



D'après les résultats du ROR (Réseau des Observatoires Ruraux), le revenu moyen annuel du ménage sur la haute Matriatra et Vatovavy Fitovinany est de 766 \$ ; à comparer avec celui des paysans Kh des deux versants du corridor, ce chiffre est en dessous de la réalisation des Programmes (1040\$).

Le revenu monétaire du ménage dans les zones encadrées a connu une augmentation significative, ce qui montre l'importance de soutenir les activités Agricoles.

Parmi les activités préservatrice de l'environnement, les résultats obtenu au niveau des sites de démonstration sur la nouvelle technique de semi direct sur couverture végétale (SCV) ne sont pas très convaincants pour les paysans. Par rapport aux moyens à la disposition de ces derniers, l'utilisation d'herbicide n'est pas appropriée à leur philosophie, les semences proposées ne sont pas disponibles localement. Une telle technologie demandant un apport additionnel comme en mains d'oeuvre ou un investissement supplémentaire est difficilement adoptée par les paysans.

La démonstration, les encadrements et l'appropriation sont les 3 étapes classiques à suivre pour la diffusion des techniques innovatrice. Mais les facteurs déterminant pour atteindre cette finalité sont surtout :

- L'accessibilité économique aux intrants et moyen de production, qui est fonction du pouvoir d'achat des utilisateurs.
- L'alternative est adéquat au besoin des groupes cibles, c'est-à-dire, obtenir de résultat satisfaisant en courte durée (bon rendement), les technologies ne nécessitent pas un investissement supplémentaire et sont facile à adapter suivant les contextes locales (appropriation).

Les autres facteurs non négligeables qui pourraient favoriser la répulsion ou l'adoption d'une alternative, sont en fonction du type de produits: stockable, débouché assuré des surplus et surtout du degré des éventuelles risques.

Mais l'eau est aussi un critique pour l'efficacité des actions pour faire augmenter la productivité. Malheureusement, les intervenants n'ont pas y mis vraiment l'accent surtout pendant la deuxième phase du projet.

La réussite ou non du projet de développement dépend aussi de la stratégie d'encadrement des partenaires mais comme ils ont de bailleurs différents, il y a des avantages et des inconvénients du système de partenariat dont :

**-Points positifs :** Le co-financement a permis d'alléger les charges de chacun, la complémentarité des activités pour répondre au même besoin. La collaboration avec les services étatiques a connu beaucoup de succès grâce à la compétence de leurs techniciens et aux appuis matériels et financiers du projet.

Concernant le service d'encadrement des paysans, les quelques points suivants méritent d'être mentionnés :

**-Points négatifs :** La différence au niveau de la méthode d'approche provoque parfois de divergence entre les partenaires d'où l'attentisme ou chevauchement d'intervention. Le non respect des engagements, de certains intervenants, a des impacts négatifs car après les paysans commencent à mettre de doute sur la crédibilité du programme.

- La zone 1 n'a pas pu vraiment bénéficier l'encadrement des techniciens à cause de la difficulté d'accès, taux de risque élevée par rapport aux maladies contagieuses (tuberculose, peste, diarrhée, paludisme ...). D'autant plus, en comparaison aux zones 2 et 3, elle présente une faible rentabilité en terme de ratio des paysans ou associations à encadrer par agent. Etant donné que c'est une zone très pauvre, elle demande encore beaucoup de subvention pour le démarrage, ce qui n'est plus la politique des intervenants depuis les 5 dernières années. En conséquence, on s'est limité seulement aux petites activités pouvant satisfaire les besoins quotidiens (maraîchage ou Activités Génératrices des Revenus des femmes), et ne demandent pas de supplément de fonds. .

- La liste des Koloharena encadrée nous a montré que 60% des groupes cibles se trouvent dans la zone 2, c'est pourquoi les appuis des intervenants se concentrent dans cette zone. En plus, les conditions sont aussi favorables au développement (accès plus ou facile, pas trop loin de la zone de commercialisation (zone 3) ;

La mise en place et le démarrage de l'approche « Farmer to Farmer » a bien réussi ; les PV et PA sont actuellement fonctionnels et bien encadré/ suivi par les techniciens de la FKH. Mais en tant que nouvelle apparition dans le milieu paysan, il faudrait encore du temps pour qu'ils soient vraiment intégrés dans le nouveau système de l'Etat notamment le Centre de Service Agricole (CSA).

#### **4.2. LA POST- PRODUCTION (Commercialisation/Mécanisation)**

Le contrat Mobis au démarrage du projet a permis de mettre en place une ligne de crédit au niveau des partenaires financiers tels que Entreprendre A Madagascar et la Bank Of Africa. La méfiance des partenaires financiers de ce nouveau monde de corridor et les mauvaises expériences de crédit dans le monde rural ne permettaient pas de débloquer aucun crédit l'année 1 du projet. Il était difficile et coûteux pour ces partenaires financiers d'aller vers les paysans au fond du corridor. Les paysans également ont constaté le problème de lourdeur des procédures de crédit. Malgré ces difficultés, seulement les paysans dans les localités accessibles par les routes, bien informés et sensibilisés par le mécanisme ont pu bénéficier leurs services financiers, ce qui a permis aux paysans d'aménager leur mode de vie et la

mentalité et a fait tâches d'huile petit à petit pour les autres à y accéder. La subvention de taux d'intérêt du crédit de ces institutions a permis aux paysans d'accéder au crédit et surtout le crédit de stockage des produits ou grenier communautaire villageois qui est un des facteurs de stabiliser la période de soudure et de ne pas être dépendant des collecteurs des produits locaux. Le taux de recouvrement a beaucoup varié suivant le type du crédit et les Institutions financières.

Par exemple le taux de recouvrement est toujours 100% pour le Grenier Communautaire Villageois ou GCV, si cela varie de 90% à 97% pour les activités génératrices des revenus.

Actuellement, des investissements dans les équipements comme les décortiqueuses à riz, les petits élevages comme les étangs piscicoles et apicultures commencent à se développer pour les producteurs dans les zones accessibles par les routes.

Entretemps, une alternative pour remédier à ces difficultés était créée par la mise en place des centres d'approvisionnement en Intrants Agricoles qui assuraient les services de proximités par la fourniture de petits matériels agricoles, les engrais, les semences améliorées aux producteurs. Les subventions avec le contrat mobis permettaient de financer initialement la création des centres d'approvisionnement et de procéder par une facilité de paiement aux producteurs.

D'autres centres d'approvisionnement sont les fruits de partenariat de levier de fonds avec d'autres partenaires intervenant dans les zones, si les autres ont pris l'initiative de les créer par leur propre capital. Sur les 11 centres d'approvisionnement mis en place, 2 sont fermés dû à leur mauvaise gestion, 3 autres cofinancés par des partenaires. La facilité de paiement au niveau de ces centres a fait développé l'autopromotion de crédit autogéré par les coopératives qui prend son élan actuellement, faute d'absence de services financiers de proximité.

Actuellement, la mise en place des points de vente pour rendre un service de proximité des producteurs est en phase d'études pour certaines coopératives qui ont cette possibilité.

Une amélioration de collaboration avec les partenaires financiers en impliquant les Koloharena dans la gestion de crédit a porté un changement pour la stratégie d'augmenter l'accès des paysans au crédit, et les producteurs commencent à faire des petits investissements dans la pisciculture, l'apiculture, les cultures de contre saison et la riziculture.

Pourtant le manque de service financier de proximité bloquait toujours la production de paysans riverains du corridor.

Les Koloharena conscients de l'importance de financement ont adhéré dans les caisses des Institutions de Microfinance plus proches pour épargner et faire de crédit.

Les paysans ont pu bénéficier environ 25 millions d'ariary de financement pour la campagne rizicole 2007/2008 avec la mise en place des caisses TIAVO dans les zones Est du corridor, si avant 2006, 4 millions d'ariary ont financés les activités génératrices de revenus et crédit de stockage demandés par les paysans (cf. rapport EAM juin 2008, rapport crédit TIAVO juin 2008).

L'engagement de la structure mise en place par d'autres programmes de l'USAID dans le crédit rural est une autre porte d'ouverture d'augmenter l'accès des producteurs au Fonds d'Investissement aux Entreprises Favorables à l'Environnement géré par une convention entre Entreprendre A Madagascar, la Caisse d'Épargne de Madagascar, le Business Center Ivoharena et la Confédération Nationale de Koloharena.

D'autres stratégies en partenariat avec les secteurs privés sont développées pour l'approvisionnement en Intrants Agricoles des coopératives actuellement.

Pourtant un manque de fonds pour financer les activités génératrices de revenus est constaté, et les demandes des producteurs ne sont pas toutes satisfaites, certaines activités ne sont pas réalisées en temps voulu. Mais les paysans ne peuvent pas demander plus que les services financiers puissent leur offrir.

La production était pour l'autoconsommation des ménages et les paysans ne pratiquaient aucune technologie sur l'agriculture. Les paysans se contentaient de produire les cultures vivrières. Pour subvenir aux besoins quotidiens de ménages, une partie des récoltes de riz, des cultures vivrières étaient commercialisées.

Il n'y avait que les pistes piétonnières qui reliaient les zones de production au marché local et le moyen de transport était le dos d'homme, les pirogues. Les producteurs ne peuvent vendre au marché local que quelques produits portés au dos, sur la tête seul moyen de transport.

Le marché local n'existait même pas dans certaine commune d'intervention et il faut marcher quelques heures avant de venir au marché plus proche. Le marché rural est caractérisé par des transactions simples, standard et au comptant et la structure de coût de commercialisation est fortement influencée par le coût de transport.

L'augmentation de la productivité ne compense pas la hausse de prix de revient dû à la libéralisation de prix et les négociants jouent surtout sur la variabilité géographique

Peu d'informations économiques à jour ont existé à propos des communautés vivant le long du corridor. Et les collecteurs monopolisent le prix du marché et les producteurs n'arrivent pas écouler tous les produits au marché local. L'accessibilité dans les zones de production n'était que la marche à pied sauf dans les villages proches des routes.

Des initiatives pour localiser de nouveaux marchés pour les surplus des produits agricoles étaient développés. Un des exemples qui illustre les complexités de la recherche de nouveaux marchés a été l'identification de nouveaux débouchés pour les surplus de pommes de terre produits dans le côté occidental du corridor. Comme la production des cultures de contre saison a beaucoup augmenté, le surplus a dû être mis sur le marché mais un marché dominé par la concurrence des produits venant d'autres régions.

Pendant la crise 2002, le Gouvernement a décidé en septembre 2002 de mettre en place le Fonds de Commercialisation du Paddy (FCP), doté d'un capital initial de 7 milliards de Francs Malagasy (cf. rapport final LDI), afin d'aider les petits producteurs à écouler leur paddy à un prix rémunérateur et d'assister les opérateurs riziers pour qu'ils reprennent leurs activités, après la crise de 2002.

Ce fonds ne pouvait pas servir que les producteurs d'Alaotra dû au calendrier de déblocage de fonds qui ne correspond pas aux récoltes de la région. Les procédures d'accès au financement et le calendrier agricole dans la région ne correspondaient pas, ce qui causait l'obtention de ce financement par les opérateurs et associations dans le domaine de riziers dans la région fianaroinse.

Le rôle d'intermédiaire de programme à l'époque a augmenté considérablement avec le grand développement des ventes, la mise en relation des Koloharena avec les entreprises et à identifier de nouveaux marchés dans toute la région (cas de miel d'Ialamarina avec la société JB à Antananarivo).

Dans le but de mieux organiser la commercialisation des produits agricoles des Koloharena, les coopératives Koloharena étaient mises en place durant la phase de transition entre les deux projets. L'objectif était de renforcer la commercialisation des productions des paysans et de pérenniser les ressources financières des producteurs.

Si au démarrage du programme, il fallait sensibiliser les paysans pour stocker leur production pendant la récolte afin d'éviter le prix de vente trop bas (loi de l'offre et de la demande), la collecte de paddy et le financement des greniers communautaires villageois font parti des activités principales des coopératives.

111 millions d'ariary et plus sont alloués par les coopératives pour le collecte de 268,5 tonnes de paddy depuis leur mise en place en 2005, si le fonds de commercialisation a subventionné 16 millions d'ariary pour le collecte en 2002. (cf. rapport final LDI et rapport des coopératives).

Les coopératives jouent le rôle intermédiaire entre la collecte et la revente des produits agricoles, notamment le paddy, café, litchis, gingembre et autres cultures vivrières entre les producteurs, les opérateurs économiques et le centre de service d'appui aux producteurs et cherchent le partenariat pour renflouer les trésoreries pour pouvoir financer les avances sur stock, avances des Intrants etc. Mais vue sa force financière et organisationnelle, les secteurs privés exigent souvent la garantie des programmes pour partager les risques qui peuvent se reproduire. Les entreprises privées ont toujours besoin de garantie ou intervention des projets/programmes pour collaborer avec les associations des producteurs et leur crédibilité est une question débattue avant de contracter avec les secteurs privés. Au niveau de marché régional ou national, les sociétés privées imposent toujours les conditions de vente et les producteurs qui se sentent lésés quelque fois finissent par abandonner la négociation et ou le contrat.

Mais la culture des produits commercialisables était vulgarisée dans les zones, dont les cultures maraîchères, les produits de haricots, les poissons, le gingembre et autres. Des contrats de partenariat pour lancer les filières porteuses étaient signés avec les secteurs privés en amont comme en aval. La mise en place au niveau régional des plateformes des filières est un facteur favorisant également le développement de la filière dont la commercialisation des productions. La mise en place des Business Center Ivoharena (BCI) au niveau de Chambre de Commerce et de l'Industrie et de l'Artisanat favorisait les appuis des entreprises et les organisations des producteurs et autres associations dans la recherche des débouchés des produits agricoles, artisanaux et autres au niveau national et international.

Ce service commence à être fréquenté par les opérateurs à Fianarantsoa et Manakara s'ils étaient, auparavant caractérisés par leurs passivités. Les associations Koloharena sont très actives actuellement dans l'utilisation de services de BCI que ça soit pour la recherche des clients, ou accès au financement, et partenariat.

La conception de services payants est sensiblement perçue. Toutefois, certains d'entre eux confondent encore le BCI (Service) et les Programmes/Projets et ils s'attendaient à des services et appuis gratuits. Le niveau d'engagement des opérateurs également reste encore faible.

Un retard des réactions des clients et/ou associations est remarqué, même si les indications pour ce qu'ils doivent faire (dossier de demande de financement, offre des produits) leur ont été données.

Des mauvaises habitudes des opérateurs veulent toujours bénéficier des services gratuits ou non payants et une confusion par certains opérateurs entre demande de financement et demande de subvention non remboursable, l'inexistence d'organisation des opérateurs qui entraîne la manque d'interlocuteur, l'insuffisance de la promotion du BCI dans les autres villes de la région et concentration des informations au niveau des Chambre de Commerce. On constate également un manque de ligne de crédit pour les produits naturels auprès des institutions financières.

Les infrastructures de transport et les signaux liés aux prix des transports modèlent en profondeur le dynamisme des marchés ruraux. Alors qu'il est très clair que les motivations par les prix, par exemple le doublage des prix pour les produits certifiés bio, incitent les paysans de la région aux investissements dans les nouvelles techniques de production. La hausse de production n'aura pas lieu tant que les paysans ne peuvent pas fournir aux marchés des prix stables.

La mécanisation agricole était également lancée par souci de l'augmentation de rendement et d'efficacité dans le temps. La transformation manuelle par l'usage de presse Bielenberg pour produire l'huile de jatropha pour la lumière des ménages et fabriquer des savons de façon artisanale commence à prendre place dans les sites après différentes phases de sensibilisations, expositions et formations des paysans, comme la sarceuse conique, plus performante que la sarceuse d'ancien modèle était vulgarisée après diverses démonstrations dans les sites et dans d'autres endroits vu son efficacité et malgré son coût. L'investissement des paysans dans la mécanisation agricole commence à émerger même si le prix de ces matériels n'est pas abordable pour tous. Avec le programme de la Révolution Verte, les producteurs peuvent bénéficier d'une facilité de paiement avec les Institution de Microfinance ou les opérateurs économiques de la région.

Actuellement, à part les décortiqueuses de riz installées presque au niveau de chaque site, les associations commencent à faire des transformations artisanales de leurs produits comme les confitures avec les appuis des projets/programmes et ONGs locales.

Avec ces différents services rendus par les coopératives aux paysans, elles se trouvent avec des chiffres d'affaires importants pour satisfaire les besoins des paysans de la zone et des contribuables dynamiques pour les régions. Quelques coopératives commencent à payer les ristournes de leurs adhérents et assurent la collecte et revente des produits agricoles des Koloharena, notamment dans la zone Ouest.

Le fait de gérer une grosse somme d'argent après tant d'année de pauvreté, le risque de garder une grosse somme dans les zones éloignées entraînent des conflits de gestion, mauvaise gestion de fonds, voire même la fermeture des magasins de vente des certaines coopératives. C'est le cas de la zone Est.

Notons que dans la zone Est, la disponibilité de terrain pour l'agro-industrie n'est pas évidente, mais l'accès aux intrants et au marché ont permis d'enregistrer des augmentations de rendement agricole, si les services financiers n'arrivent pas à couvrir les besoins de la population.

Les régions de Haute Matsiatra et Vatovavy Fitovinany sont des régions à vocation agricole, mais pas assez d'industrie pour transformer les produits agricoles.

### **4.3. LES INFRASTRUCTURES**

En général, durant ces dix ans d'intervention il faut noter deux points importants : développement des infrastructures de dessertes et des moyens de communication entre les zones desservie autour du corridor. Avant le démarrage des projets USAID, on avait marqué cette insuffisance des infrastructures de production (petits barrages, canaux d'irrigation,...), de dessertes (chemin de fer, pistes, ponts,...) et de leurs entretiens ; Avec le démarrage des projets, plusieurs activités ont pu être lancer.

Ainsi, plusieurs études ont montré que le réseau ferroviaire FCE et les routes rurales fonctionnelles sont essentiels au transport des produits agricoles et des biens et services

essentiels. Quand les infrastructures de transport échouent, le taux de pauvreté rurale augmente. Au début de LDI Fianarantsoa, l'équipe régionale avait engagé une campagne musclée pour encourager les projets créés par des bailleurs pour réhabiliter les routes clés reliant des communautés vivant le long du corridor pour élargir les marchés régionaux. Des informations ont été collectées pour démontrer les bénéfices économiques et environnementaux qui pourraient être accrus si les routes et les chemins de fer étaient reconstruits.

Ainsi, avec les appuis du programme LDI on a pu lever plus de \$16 million du Gouvernement et des autres bailleurs:

- Gouvernement Malgache: \$1,1 millions pour le Fonds de Commercialisation du Paddy.
- Banque Mondiale: \$0,5 million pour la réhabilitation de la FCE avant la privatisation de la FCE
- Banque Mondiale: \$10 million pour la FCE et le port de Manakara, après la privatisation de la FCE
- Banque Africaine de Développement: \$1,2 millions pour les travaux d'infrastructure de la FCE
- Packard Foundation: \$0,5 million pour le Malagasy Green and Healthy Communities
- Le Gouvernement Malgache: ~\$3 millions de l'IPPTE 2003 pour la voie ferrée, réhabilitation des voitures pour les passagers et les marchandises, dragage de Nosy Varika et du Port de Manakara, réparation des bateaux remorques et des bateaux plus légers, et pour la gestion du projet.
- Union Européenne: 365 000 Euros pour les travaux de la voie, les travaux de drainage, approvisionnement des matériels nécessaires pour ces travaux.

### ***Concernant les pistes rurales***

Il était clair que les mauvaises routes autour du corridor étaient un obstacle important car les coûts de transport étaient excessivement élevés et que dans beaucoup de cas, les transporteurs privés refusaient simplement de conduire les camions et les taxis-brousse vers les marchés des villages à cause de l'état déplorable des pistes.

A la fin de LDI, le système routier a été nettement amélioré grâce à l'aide de plusieurs bailleurs pour la réhabilitation des routes le long du corridor forestier et du corridor ferroviaire reliant Fianarantsoa à Manakara. Des étapes significatives ont été aussi faites pour introduire le concept de réhabilitation des pistes avec la construction de ponts pour les piétons et la mise en place du transport piroguier sur des rivières importantes (en particulier côté corridor Est).

Le programme FID de la Banque Mondiale avait financé la réhabilitation des routes reliant les communes rurales d'Alatsinainy Ialamarina et Androy ; La Banque Africaine de Développement a reconstruit la route vers la commune rurale d'Ambohimanasina ; les fonds FID et FER ont permis de réparer aussi en deux occasions la route menant vers le Parc National de l'Andringitra. Dans certaine zone comme Miarinarivo, l'USAID avait investi de fonds considérables de contrepartie pour construire des ponts ; En retour, le programme PST (Programme Sectoriel de Transport) du gouvernement a mis de côté des fonds pour reconstruire la totalité de la route reliant Ambalavao à Mahazony.

### ***Concernant le réseau ferroviaire FCE (Fianarantsoa Côte Est)***

Dû au manque d'investissement minimal concernant l'entretien et la mise en marche, la ligne ferroviaire s'est détériorée progressivement année après année. En 2000, les cyclones Eline et Gloria ont frappé le flanc oriental de la province de Fianarantsoa en l'espace de deux semaines. Dû en grande partie au manque de drainage (faute d'entretien), le réseau ferroviaire a souffert de graves dommages : plus de 280 éboulements (150 000 m<sup>3</sup> de terre) et 8 glissements de terrain ont eu lieu sur les 163 km de la ligne. En mai 2000, Le programme LDI était muni des chiffres montrant que si le réseau ferroviaire n'était pas remis en service, 100 000 hectares de forêt primaire seraient coupés dans les vingt prochaines années par les paysans qui ne pourraient plus exporter les produits avec lesquels ils survivent (café, bananes et d'autres fruits) et ils se tourneraient alors vers le *tavy* pour gagner leur vie.

Heureusement, il y avait le projet FCER, avec son bureau régional à Fianarantsoa qui avait réussi à réunir un total d'environ \$11 millions (en plus des \$2,7 millions de fonds de réhabilitation post-cyclonique de l'USAID) pour créer le Plan Directeur de la réhabilitation de La FCE. Ainsi, elle avait pu fonctionner normalement avec le meilleur service que la région n'avait pas connu depuis vingt ans au moins. LDI avait continué à jouer un rôle actif dans sa privatisation (mise en concession), depuis que le Gouvernement Malgache avait pris la décision de la mise en concession de la ligne. Malheureusement, le processus a été perturbé par la crise politique et les multiples changements de gouvernement ; Ainsi actuellement on se retrouve au point de départ avec les problèmes sociaux, l'état des matériaux, problème de moyens et de fonds pour la maintenance, et maintenant il y a le risque de fermeture de cette ligne Fianarantsoa côte Est.

## **5. RECOMMANDATIONS ET CONCLUSIONS**

Toujours dans le cadre du développement, les expériences avec les paysans Koloharena permettent de faire les recommandations ci-dessous :

- Au démarrage du programme de développement Agricole, la subvention du prix des inputs est impérativement nécessaire aux moins pour les zones retardées comme dans le corridor. De même pour le lancement des progrès technologiques qui accroissent la productivité, en sachant qu'elle demande des surplus du travail et d'un minimum d'investissement, ainsi que des probabilités d'échec, il faut de la part des intervenants partager les éventuelles risques en donnant une sorte de stimulant ou appui matériel comme partage des éventuelles risques. Autre alternative, l'application du système **VOUCHER** qui consiste à mettre à disposition des agriculteurs les intrants nécessaires au moment de la mise en place des cultures dont le remboursement se fera à la récolte ;
- Compte tenu de la valeur que les Malagasy attachent à la terre, la conservation du sol se présente comme priorité des prioritaires si on voudrait vraiment éradiquer la pratique de *tavy*. Donc, il faut développer intensivement toute alternative pouvant y répondre telles que l'agriculture écologique, les techniques de défense et restauration du sol, etc...
- Mais en parallèle, il ne faut pas négliger non plus, la bonne gestion de la ressource « eau » qui est une condition sine qua none du développement socio-économique de la population riveraine du corridor, à travers l'adduction d'eau, la construction ou réhabilitation des barrages, voir même l'installation d'un central hydro électrique.

- Les résultats positifs, et ces impacts restent fragiles car toutes les conditions nécessaires pour un développement socio économique harmonisé, ne sont pas encore réunies. Il existe encore d'autres facteurs de blocage que les intervenants devront mettre l'accent, par exemple l'alphabétisation et la lutte contre la forte pression démographique.
- Aussitôt de sa conception, les différentes étapes et phase du projet ainsi que les objectifs respectifs devront être bien définis, afin d'éviter le changement en cours de mise en œuvre. Le « Farmer to Farmer » a bien réussi mais en tant que nouvelle apparition dans le milieu paysan, il reste fragile et mérite d'être appuyé encore pendant quelques années si cet acquis va tomber dans l'eau comme les autres approches.
- Les différents services étatiques régionaux doivent encourager la mise en place et coordination des plateformes pour relancer les filières porteuses.
- Avec la pauvreté du monde rural, passer le stade de l'économie de subsistance à l'économie de marché demande des appuis pour financer les besoins des producteurs et les initiatives adoptant les innovations technologiques, et il faut le démarrer avec une subvention initiale.
- Prendre comme une micro - entreprise la gestion des centres d'approvisionnement et les coopératives pour financer les avances des intrants, les greniers communautaires villageois qui stabilisent le prix pendant la période de soudure et assurent l'intermédiaire entre les producteurs et secteurs privés.
- Favoriser la prise de responsabilité des secteurs privés.
- Renforcer les capacités des opérateurs économiques, collecteurs sur l'élaboration des projets et business plan pour investir dans le monde rural pour éviter la faiblesse ou absence de mécanisme d'exécution de contrat entre les producteurs et les acheteurs.
- Décentraliser la gestion du Fonds de Commercialisation des Produits Agricoles pour les produits vivriers et produits de rentes.
- Passer les informations sur les signaux de marché aux producteurs et créer la concurrence pour que les collecteurs ne monopolisent pas les prix de producteurs, solutionner la compétitivité des produits par le marché local.
- Encourager le crédit des petits matériels agricoles dans les Institutions de Microfinance pour appuyer la vulgarisation de la mécanisation agricole, le petit investissement agricole, commercial pourrait changer le monde rural en une véritable micro-entreprise.

***Propositions pour USAID :***

- Renforcer la culture entrepreneuriale du monde rural tout en évitant de créer les attitudes attentisme.
- Encourager la synergie entre différents intervenants dans le monde rural pour la complémentarité des appuis de chacun, dans le domaine de la Microfinance pour financer les petits investissements agricoles afin d'augmenter le rendement agricole, la trésorerie des paysans pour assurer la commercialisation de leurs produits, les infrastructures routières, marché local et régional pour pouvoir écouler les productions, les infrastructures de stockage des produits locaux,
- Accroître les investissements et volumes des activités sous forme de partenariat durable et productif pour une ou plusieurs filières porteuses.
- Mettre en place des centres d'approvisionnement en Intrants Agricole dans les communes rurales pour desservir les communautés.

- Renforcer les audits et système de contrôle de bonne gestion des ressources financières des organisations rurales, coopératives, communes rurales pour pérenniser les ressources financières.
- Renforcer la capacité financière des Institutions de Microfinance notamment TIAVO pour accroître la capacité de servir financièrement le monde rural.
- En générale, après ces dix ans d'expériences, une attention sur les systèmes de transport est fondamentale à l'expansion de l'impact de l'influence des projets USAID. On constate les limites pratiques pour montrer combien de gens on peut atteindre par le biais des agents de vulgarisation et des programmes de vulgarisation, même dans les interventions les plus réussies. L'impact des infrastructures (petit barrage, pistes,...) cependant est systémique dans la mesure où chaque personne de la zone est touchée et bénéficie de l'opportunité de prendre des décisions sur la gestion plus durable des productions et des ressources à partir d'un contexte de transport amélioré et en tant que facteur structurel affectant la prise de décision par les paysans.
- Avec le même niveau d'assistance technique étrangère mais avec une combinaison de co-financement provenant de plusieurs sources, on devrait augmenter les montants alloués aux travaux d'infrastructure et de canaliser au moins 50% des fonds vers les associations paysannes directement. Ce dernier point est très important et doit être considéré comme étant un facteur essentiel de la lutte contre la pauvreté aussi bien qu'un élément clé du développement durable relié à la protection de l'environnement.
- On entend par "fonds atteignant directement les associations paysannes" les montants consacrés au micro-crédit, aux infrastructures de transport, les systèmes d'irrigation ou les centres d'approvisionnement en intrants. On a eu des expériences maintenant, faisant fonction de levée de fonds en dehors du budget d'un projet et appliquant des compétences managériales solides pour augmenter les ressources qui profitent réellement aux petits paysans, pour aider à monter des bases solides pour le développement durable.
- Il faut continuer et élargir la participation des familles bénéficiaires dans les interventions pendant la durée d'un programme. Cette initiative permet aux bénéficiaires de s'impliquer davantage, d'approprier les infrastructures et les installations et de devenir membres gestionnaires. On a beaucoup d'expériences où les associations locales ont commencé à diriger l'entretien des infrastructures et les installations pour préparer la pérennité des activités.
- Nous sommes plus que jamais convaincus que le renforcement de capacité des communautés locales est la clé à l'expansion des liens conservation - développement sur une grande échelle. La motivation qui sous-tend nos interventions était de responsabiliser les paysans qui ont renoncé aux pratiques destructrices et adoptées des pratiques améliorées, pour qu'ils puissent devenir de bons gardiens de l'environnement et des acteurs économiques efficaces. En d'autres termes, le but consisterait à leur permettre d'acquérir les compétences techniques et les ressources pour protéger l'environnement, augmenter leurs revenus et mieux s'intégrer dans le réseau économique régional.

## CONCLUSION

La production agricole restera donc un facteur déterminant pour la réduction de la pauvreté en milieu rural et la création d'emplois et de revenus ruraux.

Les Programmes financés par l'USAID ont effectivement participé à la maîtrise des techniques innovatrices par les paysans, à l'augmentation de la productivité Agricole et la sécurité alimentaire. Néanmoins, cette dernière est précaire et reste un véritable défi face aux besoins réels dus à la pression démographique sur les terres, la perte de la fertilité biologique des sols et la faible maîtrise de l'eau et le faible financement du monde rural ainsi que la faiblesse du pouvoir d'achat.

Il faut promouvoir le caractère commercial de la petite agriculture, promouvoir les filières qui génèrent les bénéfiques et les usines de transformation locale. Il faut remplir les facteurs déterminants d'une réforme de marché pour réussir, avec le volume des échanges commerciaux (productions en surplus pour la commercialisation), la taille de transactions, la couverture géographique

Le service financier de proximité joue un rôle important pour le développement car non seulement c'est capital en amont pour l'approvisionnement en matières premières ou Intrants Agricoles, mais aussi une mesure d'accompagnement pour le stockage des productions, leur transformation et la commercialisation.

Les infrastructures routières sont un des facteurs limitant l'évolution du commerce des productions car non seulement cela favorise le monopole de prix d'achat, mais le coût de transport des producteurs jusqu'au marché régional fait augmenter aussi le prix de revient des produits et qui n'est pas compétitif sur le marché régional.

Dans cette chaîne de valeur, chacun joue un rôle important, producteur, collecteur, transformateur/industriel et financier. Et Comment entretenir cette relation entre les entreprises, les producteurs paysans et les financiers pour que la chaîne de valeur commerciale continue ?

Des hausses dans la production alimentaire doivent compléter les hausses dans la production de revenus. Les flux de revenus des ménages dans les zones rurales doivent - être diversifiés pour satisfaire les besoins des systèmes économiques nationaux et globaux. La diversification à son tour a besoin d'un accès amélioré aux marchés viables qui à leur tour dépendent des systèmes de transports fonctionnels.

Les communautés rurales sont vraiment intéressées par la diversification des sources de revenus et d'emplois comme une stratégie pour éviter les risques ; Mais la viabilité des marchés n'est pas du tout facilement assurée dans les provinces.

Eventuellement, le soutien persistant a contribué au succès de USAID Madagascar de rassembler des fonds d'aide supplémentaires significatifs destinés aux dégâts cycloniques qui ont été utilisés pour créer les projets de réhabilitation RECAP (routes) et FCER (rails) sous le RAISE IQC. Nous devons trouver les moyens à pérenniser tout le système mais de ne pas faire croire aux paysans qu'il faut attendre les dégâts pour pouvoir avancer. En effet, à la suite de la réhabilitation des pistes rurales et des infrastructures ferroviaires un meilleur réseau de transport avait émergé, surtout dans la région de Fianarantsoa, ceci faisait partie du facteur de croissance économique et de conservation de la biodiversité au niveau régional. Les projets USAID avaient bâti sur ces résultats pour élargir les relations commerciales entre les petits paysans et les éco-entreprises et stimuler l'économie rurale.

Par manque de financement et de maintenance, les systèmes de transport continuent à se dégrader rapidement. La question clé dans des cas pareils concerne les décisions sur la production et la gestion des ressources prises par les paysans s'ils sont condamnés à l'isolement par de mauvais systèmes de transport ou si les systèmes améliorés au point que ces gens peuvent compter sur des accès fiables pendant la majeure partie de l'année.

La réhabilitation des infrastructures telles que les routes et la voie ferrée contribuent à l'amélioration de l'accès aux marchés et à atténuer l'impact négatif de la fluctuation des prix des produits agricoles. Il est clair que la voie ferrée Fianarantsoa-Manakara joue un rôle vital dans l'économie inter-régionale et sa réhabilitation contribue pour la réduction des résultats des pressions à grande échelle dans le corridor forestier de la région de Fianarantsoa.

Il est aussi important de souligner que de meilleurs résultats sont atteints dans les zones où l'on a pu effectuer des travaux de réhabilitation des systèmes d'irrigation conjointement avec d'autres interventions visant à réduire l'agriculture itinérante.

## **Bibliographie**

- Alain Pierre RANDRIANJOHARY, mars 2003, « Rapport sur les Partenariats entre agro-industrie et producteurs, cas de Madagascar ».
- Association for Integrated Development, avril 2008, « *Collecte et analyse des données relatives aux indicateurs clés d'alternatives au tavy et d'intensification Agricole* », Livrable 4. ERI/DAI/USAID.
- Association Sans frontières, avril.2008, « *Collecte et analyse des données relatives aux indicateurs clés d'alternatives au tavy et d'intensification Agricole* », Livrable 4. ERI/DAI/USAID.
- Association Sans frontières et Association for Integrated Development, nov.2007, « *Collecte et analyse des données relatives aux indicateurs clés d'alternatives au tavy et d'intensification Agricole* »,Livrable 3. ERI/DAI/USAID.
- Comité Multilocal de Planification (CMP), sept 2003, “*Capitalisation des acquis sur la gestion durable du corridor Ranomafana- Andringitra- Ivohobe*”.
- Erika STYGER, sept. 2006, Mid-term program evaluation consultancy report of module 3 “*Profitable and environmentally Sound farming systems replace slash and burn agricultural practices at the landscape scale*” ,ERI/DAI/USAID.
- Georges SERPENTIE, RASOLOFOHARINORO, Stéphanie CARRIERE, nov. 2006, «*Le corridor Ranomafana- Andringitra. Madagascar* », IRD- CITE.
- Manfred ZELLER, Bart MINTEN, Claude RANDRIANARISOA, 1998, « *Les liens entre croissance économique, réduction de la pauvreté et durabilité de l'environnement en milieu rural à Madagascar* ».
- Landscape Development Interventions (LDI), Mars 2004, « Final Report »
- Pierre THÉVENOT, Juin 2006, « Rapport ERI Review »
- Karen FREUDENBERGER, Jacques RAVELONAHINA, Daniel WHYNER, Février 1999, « Le corridor Coincé : Etude sur l'Economie Familiale et la Gestion des Ressources Naturelles dans la Commune d'Alatsinainy Ialamarina, Madagascar »
- Rapport final de BAMEX 2008.